



Parti Communiste

Révolutionnaire de France



Rome - 25 mars 2017

Meeting et manifestation organisés par le Parti Communiste (Italie) contre l'UE 60ème Anniversaire du Traité de Rome

Intervention du camarade Maurice Cukierman
Secrétaire Général du PCRF

Chers Amis et Camarades,

Au nom du Parti Communiste Révolutionnaire de France, je remercie le Partito Comunista d'avoir organisé ce meeting internationaliste à l'occasion du 60^e anniversaire du Traité de Rome. C'est en effet une date importante de l'histoire du système impérialiste, époque du capitalisme de monopole, et donc par contrecoup, pour l'exploitation de la classe ouvrière et la domination sur les peuples !

C'est en effet la première manifestation concrète d'un trait nouveau de l'impérialisme : la création de regroupements interétatiques, qui prennent en charge globalement les besoins des monopoles et de l'oligarchie financière des pays participants, au plan économique et social comme au plan politique. Jusque là, l'impérialisme était marqué par la tendance à la constitution de cartels, de syndicats internationaux de monopoles, qui réglaient entre eux les problèmes de concurrence, de prix, de partage des marchés et de matières premières. Ce sont d'ailleurs ces cartels qui, depuis 1952 avec une forte implication des États capitalistes et appelés « Communautés », vont constituer les fondations de ce qui va s'appeler pendant un premier temps « le Marché Commun », en réalité l'Union des Communautés Européennes et devenu aujourd'hui l'Union Européenne !

Dans le passé, il y avait bien eu deux tentatives de constituer un regroupement inter-étatique impérialiste sur le continent, mais elles avaient échoué : la première dans les années 1924-1930, sous la houlette de l'impérialisme français victorieux de la dernière guerre, qui ne résistera pas à la crise, la seconde dans les années 1933-1944 sous la houlette de l'impérialisme allemand conduit par le nazisme et mis en échec par la victoire de l'Union soviétique. A la fin de la guerre, les impérialistes américains furent confrontés à deux angoisses :

- Comment éviter de retomber dans la crise des années 30 ? Ils veulent donc créer une vaste zone de libre-échange financièrement solvable pour leurs produits en Europe.
- Comment faire face au risque de généralisation de la révolution socialiste, dans une Europe qui vient de faire l'expérience de ce à quoi aboutit le capitalisme impérialiste : la guerre et la terreur fasciste ?

Ces deux angoisses étaient encore plus vives pour les impérialistes des pays européens eux-mêmes, confrontés à une montée du mouvement ouvrier et populaire, mais aussi au mouvement national de libération des peuples coloniaux et au prestige de l'Union soviétique.

C'est dans ce contexte que se réalisera la convergence des intérêts globaux des différents impérialismes acceptant l'arbitrage (notamment entre les impérialismes français et allemand), et le leadership de l'impérialisme US. Ce sera le plan Marshall, l'aide à la guerre coloniale française en Indochine, la Pacte Atlantique et l'OTAN, le relèvement de l'impérialisme allemand, et la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier qui permettra de réguler les contradictions monopolistes germano-françaises dans ce secteur. En 1954, cette politique fut mise en difficulté par le refus du peuple français, sous l'impulsion des communistes, mais aussi de la partie gaulliste de la bourgeoisie, de voir mise en place la Communauté Européenne de Défense qui devait compléter le pacte Atlantique et l'OTAN. Il s'agissait pour les USA de faire supporter par leurs alliés européens une partie des coûts de la politique militaire contre l'URSS, et de réintégrer l'impérialisme ouest-allemand comme puissance militaire, avant qu'il ne rallie l'OTAN. Face à cet échec, les milieux impérialistes concernés décidèrent de donner la priorité à la régulation des questions économiques, de manière à préparer le terrain pour une intégration politique ultérieure. C'est aux hommes liés à l'impérialisme américain et aux groupes monopolistes de leurs pays comme Jean Monnet, De Gasperi, Paul Henri Spaak, que fut confiée cette tâche, en s'appuyant sur les deux principaux courants politiques au service du Capital : la Démocratie Chrétienne et la Social-Démocratie ! Le volet militaire n'en était pas pour autant abandonné :

- les six pays signataires du Traité de Rome étaient membres de l'OTAN, et aujourd'hui, sauf pour quatre d'entre eux (mais c'est en discussion), tous ceux qui ont rejoint la CEE puis l'UE ont d'abord, si ce n'était pas le cas, adhéré à l'OTAN !
- Fut créée l'Union Européenne Occidentale en matière militaire, pilier européen de l'[Alliance atlantique](#) ! Et ne nous y trompons pas : dans toutes ces alliances militaires, des clauses prévoient l'intervention militaire au cas où la classe ouvrière prendrait le pouvoir quelque part!

Le Marché Commun, la CEE ou l'UE, au service du capital monopoliste ? La preuve en fut vite faite :

1. Ce fut la destruction des potentiels miniers, sidérurgiques, de la métallurgie lourde, des chantiers navals, du textile en fonction des intérêts du Capital ;
2. Ce fut la liquidation de la petite et moyenne paysannerie laborieuse, avec la course à l'augmentation du taux de plus-value globale par le biais de la plus-value relative, pour permettre de contenir et de faire baisser le prix de la force de travail en finançant des produits agricoles de mauvaise qualité mais de faible valeur. Cela a donné, par exemple, la maladie de la vache folle, directement liée à la politique agricole commune ! Et pour le plus grand profit des gros agrariens comme la Reine d'Angleterre.
3. La déréglementation et la privatisation des télécommunications, de la poste, des chemins de fer, des secteurs nationalisés
4. Une politique de destruction des conquêtes sociales, comme le Droit du travail, l'accès à la Santé pour le plus grand nombre, le recul de l'âge de la retraite
5. Un recul de la démocratie bourgeoise, le suffrage universel bafoué, les parlements bourgeois transformés en chambre d'enregistrement des décisions prises par la Commission Européenne et les gouvernements, sous la dictée directe des monopoles et de l'oligarchie financière. Un contrôle social renforcé, et des coopérations policières tournées contre la classe ouvrière et les forces révolutionnaires.
6. Une politique scolaire et éducative, qui accroît la sélection sociale, qui s'attaque aux fondements culturels démocratiques hérités des Lumières du XVIII^e siècle, à la science historique, pour imposer l'anticommunisme, l'antisoviétisme, la réhabilitation du colonialisme, mais aussi certaines formes d'obscurantisme contre les sciences et le progrès, dont les courants politiques Vert/Ecolo se font les vecteurs complaisants.

Dès 1957, et jusqu'à ce jour autour du Traité de Rome et de ses suites, se sont révélés les courants opportunistes dans le mouvement ouvrier et communiste qui trouvaient et trouvent que, finalement, ce regroupement interétatique impérialiste pourrait être amendé, humanisé. Car comme les kautskistes au début du XX^e siècle, abandonnant l'approche de classe, ils font semblant d'imaginer que cela pourrait assurer la paix, et permettre d'obtenir quelques légumes supplémentaires dans la soupe ! Mais c'est faire délibérément fi de ce que nous avons dit sur les origines de l'UE, qui en déterminent le caractère et la politique, qui en font un élément de la domination de classe de la bourgeoisie, comme l'État bourgeois national, dont elle est l'émanation et le prolongement ! Ce n'est donc pas amendable : il faut la renverser !

Aujourd'hui, reflétant la crise profonde du capitalisme, l'UE traverse une crise que ses apologistes n'avaient pas prévue et dont témoignent le Brexit, les propositions d'Europe à deux vitesses, les contradictions entre les impérialistes allemands, italiens et français... ! Partout, on peut constater la montée de l'Euroscepticisme sous des formes diverses et variées. Mais soutenant le capitalisme, ces dernières critiquent, mais ne remettent pas en cause l'UE, à l'image du candidat des opportunistes aux élections présidentielles françaises, Jean-Luc Mélenchon ! La question qui est posée devant la classe ouvrière et les communistes, ce n'est pas « sortir de l'UE ou non . » La question c'est, « sortir mais pour quoi faire » ? Pour s'attaquer au capitalisme, pour remettre en cause la domination de la bourgeoisie dans le pays, pour mobiliser les masses pour la révolution prolétarienne, pour le socialisme-communiste. Et soyons clairs, tout autre sortie que révolutionnaire, débouchera sur de graves désillusions pour les travailleurs, car le capitalisme étant le capitalisme, il produira les mêmes politiques anti-populaires hors de l'UE que dans l'UE ! Il n'y a donc rien à attendre d'alliances politiques sans principe au nom de la prétendue reconquête de la souveraineté nationale et de l'indépendance !

La lutte pour sortir de l'UE, au même titre que de l'OTAN, c'est une lutte révolutionnaire qui doit s'intégrer à notre stratégie visant au renversement du capitalisme, à la révolution socialiste, à la nécessité de briser l'État bourgeois dans chacun de nos pays. Une sortie bourgeoise peut même être encore plus réactionnaire que l'UE, et en tout état de cause, elle peut renforcer, au nom de la souveraineté et de l'indépendance nationale, le chauvinisme et la collaboration de classe en cette période d'aiguïsement des contradictions inter-impérialistes et de danger de guerre !

Il est évident que dans cette bataille, nous communistes, devons renforcer notre travail en commun, notre collaboration étroite et faire en sorte d'élaborer une stratégie commune, car au caractère international, européen, de la politique de la bourgeoisie doit répondre l'internationalisme prolétarien des communistes. L'existence de l'Initiative des Partis Communistes et Ouvriers d'Europe est un pas en avant dans cette direction, tout comme la collaboration bilatérale et multilatérale de nos partis.

Vive l'Initiative des Partis Communistes et Ouvriers Européens !

Pour la sortie révolutionnaire de l'UE et de l'OTAN, pour le socialisme-communiste : Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !



Parti Communiste Révolutionnaire de France

Adresse Adresse : Les Amis d'Oulianov – BP 40084 – 75862 Paris Cedex 18 – Site Internet : www.pcrf-ic.fr